

**Dominique de Villepin : « je fais partie de ceux qui
souhaiteraient, le plus rapidement possible, qu'on puisse
véritablement ouvrir l'ensemble des archives et disposer de
toutes les données »**

Transcription partielle de l'émission « *Les matins avec Dominique de
Villepin : quelle politique étrangère aujourd'hui, et demain ?* »
diffusée le 19 septembre 2017 sur France Culture.

Lien :

<https://www.franceculture.fr/emissions/invite-des-matins-2eme-partie/les-matins-avec-dominique-de-villepin-quelle-politique-etrangere-aujourd'hui-et-demain-2eme-partie>

*

NB. – Les principaux bégaiements ont été supprimés.

[12' 00"]

Guillaume Erner : Dominique de Villepin, vous avez évoqué le Rwanda, le génocide de 1994. Il y a aujourd'hui des documents qui reviennent, des témoins qui parlent. La responsabilité de la France semble engagée dans ce génocide. Qu'en pensez-vous ?

Dominique de Villepin : Vous savez, c'est un sujet extrêmement difficile et je fais partie de ceux qui souhaiteraient, le plus rapidement possible, qu'on puisse véritablement ouvrir l'ensemble des archives et disposer de toutes les données. Le Conseil constitutionnel en a jugé différemment. Je pense pour ma part qu'il ne faut pas, dans ce domaine, ajouter de la passion au drame. Il faut être capable de faire un travail méthodique. Et, de ce point de vue-là, les historiens, les experts devront véritablement tirer les leçons de ce qui s'est passé. Moi je peux témoigner de ce que j'ai vécu : c'est-à-dire une formidable mobilisation de la diplomatie française pour essayer d'apporter une réponse au drame humanitaire qui se jouait dans cette partie du monde. Il se trouve que les choses ont tardé, qu'elles ont pris un cours qui n'était pas celui que nous espérions, au Quai d'Orsay.

[13' 02"]

Guillaume Erner : Pourquoi ?

Dominique de Villepin : Eh bien, pourquoi, parce que c'est compliqué de mettre en place un dispositif et d'intervenir au milieu, véritablement, d'une situation de crise ouverte. C'est quelque chose d'extraordinairement complexe à imaginer...

[13' 16'']

Guillaume Erner : Est-ce que ça veut dire pour qu'on comprenne bien...

Dominique de Villepin : ...Et nous étions par ailleurs les seuls à être mobilisés sur la scène internationale...

[13' 21'']

Guillaume Erner : Il y avait les Belges.

Dominique de Villepin : Les Belges, qui sont partis très tôt...

[13' 25'']

Guillaume Erner : Mais ils étaient là.

Dominique de Villepin : ...Et la plupart des grands Etats se sont retirés et n'ont pas voulu se mobiliser.

[13' 31'']

Guillaume Erner : Mais pour qu'on comprenne bien, Dominique de Villepin : est-ce que ça veut dire que, finalement, les responsables politiques français, les responsables militaires français ne se sont pas rendu compte que c'était d'un génocide dont il était question ?

Dominique de Villepin : Le génocide, nous l'avons constaté. Alain Juppé – j'étais directeur de cabinet d'Alain Juppé – est le premier à avoir employé ce terme. Donc, oui, nous avons constaté très vite à quel point...

[13' 54'']

Guillaume Erner : A quel point ? A quelle période ?

Dominique de Villepin : Très vite. Alors, certains auraient voulu que ce terme soit employé beaucoup plus tôt. La préparation d'un génocide. Et c'est un des éléments du débat et du rapport parlementaire qui a été fait à l'époque. Mais une fois de plus, tout ça doit être jugé avec tous les éléments en main et je ne crois pas qu'on puisse, en se laissant aller à des jugements à l'emporte-pièce, dégager une vérité.

[14' 20'']

Guillaume Erner : Mais le soupçon qui pèse aujourd'hui sur la France, c'est finalement d'avoir laissé faire ce génocide pour, en quelque sorte, préserver sa zone d'influence francophone vis-à-vis de l'Angleterre et de l'Afrique anglo-saxonne ou anglophone.

Dominique de Villepin : Je crois, et je ne voudrais pas refaire l'histoire ici, c'est toujours très compliqué. Mais la France a fait un choix politique à l'époque. Et François Mitterrand qui était très engagé...

[14' 40'']

Guillaume Erner : C'est bien ce qu'on lui reproche et ce qu'on peut lui reprocher.

Dominique de Villepin : La France était très engagée – pour essayer de trouver une solution de compromis et pousser le Président Habyarimana à une solution de compromis, pousser les accords d’Arusha – à, donc, essayer de trouver une solution politique. Aujourd’hui, évidemment, il y a un certain nombre d’informations qui permettent de regarder ce drame de façon différente. Mais je crois qu’il est important, plutôt que de se lancer dans des procès d’intention, d’être capable de faire cet examen. Et je souhaite que cet examen soit le plus approfondi et le plus serein possible pour mettre en place tous ces dispositifs. Ce que je constate, c’est que, malheureusement, si cette crise, ou une crise du même type, se produisait aujourd’hui sur la scène internationale, la communauté internationale, n’aurait pas beaucoup avancé pour trouver les moyens de réponse à un tel drame.

[Fin de la transcription à 15’ 30”]